Impressum

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **31 (1994)**

Heft 1176

PDF erstellt am: **10.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

DÉCALAGE

Sens et non-sens

MARIANNE ENCKELL
service d'information
OSEO, Lausanne

Les paysans, les Suisse centrale, les pas riches, les école primaire, les petits nains de jardin: ce seraient elles et eux, les frileux et les repliés des votations du 12 juin ?

En même temps que les commentaires effarés paraissait dans le quotidien *Libération** une tribune sur l'illettrisme en France. L'auteur relève non seulement que près de 10% des jeunes gens savent au mieux lire une phrase simple et que près de 20% ne comprennent rien à un texte simple: des proportions analogues se retrouvent en Suisse. Mais il va plus loin. Chez les allocataires du RMI, les chiffres se montent à la moitié et aux trois-quarts, respectivement. Et les «lecteurs en difficulté» auxquels on demande de parler d'un texte simple de 70 mots qu'ils ont eu sous les yeux *«ont entrepris de nous raconter une histoire [qui] n'avait que très peu de chose à voir avec le contenu réel du texte proposé... Il apparaît donc que ce n'est pas le sens de la lecture qui leur fait défaut* [mais] *les moyens d'identifier les indices qui ancrent la construction du sens dans le texte»*.

A l'Entraide ouvrière OSEO, nous travaillons tous les jours avec des personnes hors jeu: chômeurs peu qualifiés, requérants d'asile, marginaux, toxico-dépendants. Ils sont ballottés d'un bureau à l'autre, d'un formulaire à l'autre, d'un refus à l'autre. L'exil ou le chômage leur ont ôté les points de repère que sont le travail et ses horaires, la langue, le quartier – en bref, la dignité. Des personnes qui sont pleines de compétences, d'atouts, de richesses sociales se retrouvent quémandeurs, assistées. Les connaissances qu'elles ont acquises à l'école ou au travail se trouvent invalidées par leur exclusion du monde du travail.

Et l'on voudrait qu'elles comprennent les discours des autorités et des éditoriaux ? On voudrait qu'elles se mobilisent pour ces grandes causes que sont la culture, l'intégration européenne et mondiale, les finances publiques, quand elles ne trouvent plus le sens même de leur quotidien ?

Je voudrais proposer qu'on parte de là pour réfléchir à la crise politique et sociale. Les règles de la démocratie suisse, les clauses de sa Constitution ne font pas partie des inquiétudes quotidiennes d'une grande partie de la population. En revanche la participation à la vie sociale et économique, l'engagement pour des causes solidaires font partie des besoins essentiels de chacune et chacun — mais ils sont loin d'être reconnus comme tels. A nous les nantis, les éduqués, les actifs, les citadins de rechercher le dialogue, de parler clairement de sujets concrets; à nous tous, citoyens ou pas, de trouver les moyens de lutter contre l'exclusion. Nouveau contrat social, changement des mentalités, révolution, personne n'a trouvé la recette magique. Dans ce domaine, le travail ne manque pas. ■

*«L'école mise au défi de l'illettrisme», par Alain Bentolila, professeur à l'université de Paris V; *Libération*, 16 juin 1994.

IMPRESSUM
Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)
Rédacteur:
Pierre Imhof (pi)
Ont également collaboré à ce numéro:
André Gavillet (ag)
Jacques Guyaz (jg)
Yvette Jaggi (yj)
René Longet (rl)
Charles-F. Pochon
Forum: Marianne Enckell
Composition et maquette:
Murielle Gay-Crosier
Marciano, Pierre Imhof,
Jean-Luc Seylaz
Administrateur-délégué:
Luc Thévenoz
Impression:
Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens
Abonnement annuel:
80 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1
case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone:
021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
CCP: 10-15527-9

FABRIQUE DE DP

Les comptes 1993

Dépenses	
Imprimerie	52 780
Expédition	9 676
Promotion	21 807
Salaires	88 457
Charges sociales	13 808
Locaux	6 432
Téléphone, fax, vidéotex, affranchissements	7 083
Autres frais	12 786
Impôts	718
Amortissements	3
Total dépenses	*213 549*

Recettes	
Abonnements	173 001
Dons	4 314
Ventes au numéro	1 313
Produits financiers	4 391
Total recettes	*183 018*
Résultat d'exploitation	–30 530

(*réd*) La SA des éditions Domaine public a tenu son assemblée générale ordinaire le 23 juin. Elle a procédé aux opérations statutaires et a notamment approuvé les comptes dont les têtes de chapitre sont reproduites ci-contre (les lecteurs qui souhaiteraient obtenir les comptes plus détaillés et le bilan peuvent demander ces documents à la rédaction).

L'assemblée a également renouvelé les mandats des membres du conseil d'administration, qui se compose comme suit: Jean-Pierre Bossy (président), Luc Thévenoz (administrateur-délégué), Claude Bossy, François Brutsch, Jean-Daniel Delley, Henri Galland, André Gavillet, Michel Naymark, Ursula Nordmann, Anne Rivier-Attinger, Victor Ruffy.

Le virement de l'agio encaissé lors de l'augmentation de capital opérée en 1993 et la dissolution d'une réserve spéciale ont permis un assainissement du bilan et la diminution de la perte reportée, qui se monte désormais à 5182,60 francs. Rappelons que le capital de la SA est de 95 000 francs; il est composé de 950 actions nominatives à 100 francs. ■